



Émeutes en Tunisie et en Algérie

Par [Alex Lantier](#)

Mondialisation.ca, 11 janvier 2011

[WSWS](#) 11 janvier 2011

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#)

Analyses: [LE MAGHREB](#)

La répression policière des manifestations de masse en Tunisie et en Algérie la semaine dernière a entraîné la mort de plus d'une dizaine de personnes, avec des centaines de blessés. Les émeutes ont éclaté contre l'augmentation du prix de la nourriture et contre les réductions des aides sociales dans toute l'Algérie, en même temps que les manifestations perduraient en Tunisie contre le chômage et le régime du président tunisien Zine El Abidine Ben Ali.

Les manifestations algériennes reflètent une opposition de plus en plus profonde des masses à la politique capitaliste de marché du régime, soutenu par l'armée, du Président Abdelaziz Bouteflika, du Front de libération nationale (FLN). Les prix de la nourriture de base, subventionnés par l'Etat, tels la farine, l'huile de cuisson, et le sucre, ont doublé au cours des derniers mois en Algérie. Les prix mondiaux augmentent, et l'Etat a essayé de répercuter une partie de l'augmentation des prix sur les commerçants et les consommateurs.

Plus largement, les manifestations reflètent la colère des masses contre des conditions sociales terribles en Algérie. Selon le Fonds monétaire international, 75 pour cent de la population Algérienne a moins de 25 ans ; ils sont confrontés à un taux de chômage de 30 pour cent. L'Etat tente également d'imposer une taxe sur les ventes de 17 pour cent aux vendeurs de rue, secteur important et peu contrôlé en Algérie.

Après des nouvelles de troubles sporadiques à travers tout le pays, il y a eu des émeutes de grande ampleur dans les grandes villes d'Algérie à la fin de la semaine dernière.

Des escadrons de police anti-émeute ont établi des barrages routiers et attaqué les manifestants dans les quartiers de Belcourt et Bab el-Oued à Alger vendredi. Les manifestants ont pillé des commissariats de police, des banques, ou des bureaux de gouvernements « dans plusieurs villes de l'Est » dont, Constantine, Jijel, Sétif, et Bouira, selon l'agence de presse officielle algérienne, APS. L'AFP a également fait état de heurts violents à Oran, la seconde plus grande ville d'Algérie, Annaba, et Tizi Ouzou - principale ville de la région Kabyle.

Le gouvernement est revenu en arrière hier, annonçant qu'il réduirait de 41 pour cent les prix en réduisant les taxes sur le sucre et l'huile. Cependant, certaines sources, dont le site *Web Tout Sur l'Algérie*, ont contesté les statistiques du gouvernement, affirmant que l'effet net de ces mesures ne représenterait qu'une baisse de 5 pour cent des prix de ces aliments.

Le gouvernement a également interdit les matchs de football. La BBC a noté que ces matchs sont « considérés comme un catalyseur potentiel des manifestations. »

Le ministre de l'Intérieur algérien, Daho Ould Kablia a confirmé hier que trois jeunes ont été tués durant les manifestations, à M »sila, Tipasa et Boumerdes. Les statistiques officielles affirment que 300 personnes ont été blessées. *Le Figaro* a indiqué que Sadek Bendjdid, chauffeur de taxi de 65 ans, est mort des suites de l'inhalation des tirs très denses de gaz lacrymogène par la police.

Les troubles se sont aggravés en Tunisie au cours du week-end, avec des informations faisant état de batailles rangées entre les manifestants et certaines sections des forces de sécurité.

La BBC a mentionné que 14 personnes ont été tuées dans deux villes, Kasserine et Tala. L'agence de presse officielle tunisienne, TAP, a publié une déclaration indiquant : « Plusieurs bâtiments publics à Kasserine ont été attaqués par des groupes qui ont mis le feu et détruit trois banques, un commissariat de police et une station-service et ont mis le feu à une voiture de police. » Quatre personnes auraient été tuées à Regueb.

Les manifestations ont commencé lorsqu'un diplômé de l'université au chômage qui subsistait comme marchand de légumes itinérant, Mohamed Bouazizi, s'est immolé devant des bureaux du gouvernement à Sidi Bouzid pour protester contre la confiscation de son stock. La police a affirmé qu'il n'avait pas de permis pour vendre des légumes. Bouazizi est mort le 4 janvier.

L'AFP a rapporté que les gens dans le cortège lors de son enterrement chantaient : « Adieu, Mohammed, nous te vengerons. Nous pleurons pour toi aujourd'hui, nous allons faire pleurer ceux qui ont causé ta mort. »

Son oncle, Mehdi Horchiani, a dit à l'AFP : « Mohammed a donné sa vie pour attirer l'attention sur sa condition et celle de ses frères. » Comme en Algérie, la Tunisie est confrontée à une crise du chômage des jeunes, la politique capitaliste de marché de l'Etat a réduit les emplois et rendu quasiment impossible l'obtention d'un emploi si l'on n'a pas de relations ou si l'on ne paye pas de pots de vins.

Le Monde a écrit : « Dans une économie fortement soutenue par l'Etat, un diplôme de l'enseignement supérieur était autrefois la garantie d'un emploi stable, souvent dans le secteur public ou para-public (anciennes entreprises d'Etat notamment). Mais la donne a changé avec les grandes réformes structurelles de l'ère post-Bourguiba, » le taux de chômage augmentant rapidement à la fin des années 1990. Le taux de chômage des jeunes est maintenant comparable à celui de l'Algérie.

Un homme d'affaires français en Tunisie a déclaré au *Monde* : « Ici, il n'est pas rare d'être servi à la pompe à essence par un jeune titulaire d'un master en sociologie. La femme de ménage est licenciée d'anglais, le vendeur de fruits et légumes est docteur en mathématiques et ainsi de suite. »

Essayant d'empêcher l'organisation des manifestations et d'en bloquer la couverture par les médias, le gouvernement tunisien s'en prends à Internet. Il a bloqué les accès sécurisés à Facebook et les logiciels de courriels la semaine dernière ; des journalistes et des activistes politiques en Tunisie ont rapporté que leurs comptes ont été infiltrés.

En particulier, le régime de Ben Ali est pressé de bloquer les sites qui discutent des révélations de WikiLeaks sur la Tunisie. Bien que les États-Unis et l'Europe soutiennent

fermement la clique de Ben Ali contre la population tunisienne, les jugements francs portés par les diplomates américains sur la situation en Tunisie – et généralement cachés au public – font un portrait au vitriol du gouvernement.

Dans une communication publiée en juillet 2009 par WikiLeaks, les diplomates américains écrivent : « Bien que nous partagions quelques valeurs essentielles et que le pays ait une histoire forte de développement, la Tunisie a un gros problème. Le président Ben Ali est vieillissant, son régime est sclérosé, et il n'y a aucun successeur bien établi. Beaucoup de Tunisiens sont frustrés par le manque de liberté politique et en colère du fait de la corruption de la famille présidentielle, du chômage élevé et des inégalités régionales. »

Dans un autre communiqué – intitulé « Corruption en Tunisie : ce qui est à toi est à moi » – un diplomate américain a écrit : « la corruption en Tunisie empire. Que ce soit en argent liquide, en services, en terrains, propriétés, et, oui, même en yachts, il paraît que la famille du président Ben Ali veut tout ça et apparemment elle obtient ce qu'elle veut. [...] La famille étendue du président Ben Ali est souvent citée comme le nœud de la corruption tunisienne. Souvent mentionnée comme une quasi-mafia, une mention oblique de « la famille » est suffisante pour indiquer de quelle famille vous parlez. Il semble que la moitié du monde des affaires tunisien peut dire être liée aux Ben Ali par le mariage, et bon nombre de ces relations auraient bien profité de leur lien matrimonial. »

Ces affirmations soulignent la méthode du « deux poids-deux mesures » appliquée par les régimes américain et européens quand ils ont affaire aux régimes du Moyen-Orient. Quand le candidat iranien perdant Mirhossein Moussavi, soutenu par les États-Unis, avait tenté de forcer son arrivée au pouvoir en juin 2009, les gouvernements des États-Unis et d'Europe avaient dénoncé la répression des manifestations par le gouvernement iranien.

Mais l'usage de la violence et de la censure par Ben Ali pour défendre les intérêts de la clique dirigeante de Tunisie n'a cependant déclenché aucune critique, car il est considéré comme un allié de l'occident.

La France – ex-puissance coloniale en Algérie et Tunisie, qui a une large population d'immigrés originaires de ces deux pays – n'a fait aucune déclaration officielle sur ces manifestations. *Le Monde* a noté : « La Tunisie est depuis longtemps un partenaire privilégié de l'Europe sur le plan économique, de la lutte contre l'immigration ou de la lutte contre le terrorisme. Elle dispose de solides alliés, comme l'Italie et la France, d'où, certainement, le silence embarrassé qui prévaut aujourd'hui. »

Le porte-parole américain du ministère des affaires étrangères, P.J. Crowley a publié samedi une déclaration appelant à « la mesure des deux côtés » en Tunisie. En même temps, l'ambassadeur tunisien a été convoqué par le ministère pour des discussions.

Il y a une inquiétude montante dans les médias bourgeois et dans l'*establishment* diplomatique quant au risque de voir se développer ces manifestations. En effet, leurs causes fondamentales – l'injustice sociale imposée par des gouvernements qui sont indifférents à leur population – sont des problèmes qui se posent aux travailleurs du monde entier.

L'*Arab News* d'Arabie Saoudite a écrit ouvertement : « Ceux qui voient ces troubles comme une difficulté locale d'Afrique du Nord devraient y réfléchir à deux fois. Le désespoir qui a conduit ce jeune tunisien à la mort, qui a poussé plusieurs milliers de ses compatriotes à

faire quelque chose de rare en Tunisie – descendre dans la rue et se rebeller – et qui a vu de jeunes Algériens piller et se rebeller cette semaine contre la montée des prix, est une rupture de l'ordre établi qui devait se produire. Cela peut se produire ailleurs dans le monde arabe. Ce n'est pas seulement en Afrique du Nord que le spectre du chômage menace. »

Les manifestations pourraient aussi se propager à l'Europe, avec sa population nombreuse d'immigrés Nord africains opprimés. En France, il y a eu dimanche une manifestation de soutien aux manifestants algériens et tunisiens dans la ville portuaire de Marseille.

Article original, [WSWS](#), paru le 10 janvier 2011.

La source originale de cet article est [WSWS](#)

Copyright © [Alex Lantier](#), [WSWS](#), 2011

Articles Par : [Alex Lantier](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca